

**Décret exécutif n° 09-315 du 17 Chaoual 1430
correspondant au 6 octobre 2009 définissant les
catégories de voiries et de réseaux publics de
viabilité et les modalités de leur prise en charge.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales, du ministre de l'habitat et de l'urbanisme, du ministre des travaux publics, du ministre des ressources en eau et du ministre de l'énergie et des mines.

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et l'urbanisme ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles générales relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 02-01 du 22 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 5 février 2002 relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisation ;

Vu la loi n° 02-08 du 25 Safar 1423 correspondant au 8 mai 2002 relative aux conditions de création des villes nouvelles et de leur aménagement ;

Vu la loi n° 03-03 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 relative aux zones d'expansion et aux sites touristiques ;

Vu la loi n° 05-12 du 28 Joumada Ethania 1426 correspondant au 4 août 2005, modifiée et complétée, relative à l'eau ;

Vu la loi n° 06-06 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006 portant loi d'orientation de la ville ;

Vu la loi n° 08-15 du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-176 du 28 mai 1991, modifié et complété, fixant les modalités d'instruction et de délivrance du certificat d'urbanisme, du permis de lotir, du certificat de morcellement, du permis de construire, du certificat de conformité et du permis de démolir ;

Vu le décret exécutif n° 91-177 du 28 mai 1991, modifié et complété, fixant les procédures d'élaboration et d'approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme ainsi que le contenu des documents y afférents ;

Vu le décret exécutif n° 91-178 du 28 mai 1991, modifié et complété, fixant les procédures d'élaboration et d'approbation du plan d'occupation des sols et le contenu des documents y afférents ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 61 de la loi n° 08-15 du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008, susvisée, le présent décret a pour objet de définir les catégories de voiries et de réseaux publics de viabilités dénommés voiries et réseaux divers par abréviation « V.R.D. » ainsi que les modalités de leur prise en charge.

CHAPITRE I

**DES CATEGORIES DE VOIRIES
ET DE RESEAUX PUBLICS DE VIABILITE**

Art. 2. — Il est entendu, au sens du présent décret, par voiries et réseaux publics de viabilité l'ensemble des infrastructures et équipements des zones d'habitat, des zones d'expansion et sites touristiques, des zones industrielles, des zones d'activités ainsi que des villes nouvelles et destinés à les desservir.

Art. 3. — Les voiries et les réseaux publics de viabilité sont déterminés par les instruments et les plans d'aménagement et d'urbanisme y afférents.

Art. 4. — Les voiries et les réseaux publics de viabilité sont constitués des trois (3) catégories suivantes :

- les voiries et réseaux publics de viabilité primaires ;
- les voiries et réseaux publics de viabilité secondaires ;
- les voiries et réseaux publics de viabilité tertiaires.

Les voiries et les réseaux publics de viabilités primaires et secondaires sont d'utilité publique.

Art. 5. — Dans le cadre des dispositions de l'article 3 ci-dessus les voiries et les réseaux publics de viabilité primaires sont prévus par :

- le plan directeur d'aménagement et d'urbanisme régulièrement approuvé ;
- le plan d'aménagement de la zone d'expansion de site touristique ;
- le plan d'aménagement de la zone industrielle ou d'activités ;
- le plan d'aménagement de la ville nouvelle.

Ils comportent l'ensemble des infrastructures et équipements de raccordement à réaliser.

Art. 6. — Les voiries et les réseaux publics de viabilité secondaires sont prévus, selon la vocation de leur destination définitive, par :

- le plan d'occupation des sols lorsqu'il s'agit de zones d'habitat ;
- le plan d'aménagement touristique lorsqu'ils concernent la zone d'expansion de sites touristiques ;
- le plan d'aménagement de la zone industrielle ou d'activité, lorsqu'ils concernent ces zones ;
- le plan d'aménagement de la ville nouvelle, lorsqu'ils concernent les villes nouvelles.

Art. 7. — Les voiries et les réseaux publics tertiaires sont prévus par :

- le plan d'aménagement du permis de construire ;
- le plan d'aménagement du permis de lotir.

Art. 8. — Pour leur fonctionnement les voiries et les réseaux publics de viabilité primaires, situés en dehors du site à urbaniser, desservent et constituent le prolongement des voiries et des réseaux publics de viabilité secondaires et tertiaires.

Les voiries et les réseaux publics de viabilité secondaires, situés dans le site à urbaniser, desservent et constituent le prolongement des voiries et des réseaux publics tertiaires.

Art. 9. — En application des dispositions de l'article 8 de la loi n° 08-15 du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008, susvisée, les voiries et les réseaux publics de viabilité primaires et secondaires doivent être achevés conformément aux prescriptions des instruments qui les ont édictés et attestés par l'obtention d'un certificat de viabilité et d'aménagement délivré dans le cadre de la législation et la réglementation en vigueur.

CHAPITRE II

DES MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES ETUDES, DE LA REALISATION ET DE L'ENTRETIEN DES VOIRIES ET DES RESEAUX PUBLICS DE VIABILITE

Art. 10. — Lorsqu'ils relèvent du domaine public de l'Etat ou des collectivités locales, le financement des voiries et les réseaux publics de viabilité primaires et secondaires est à la charge de l'Etat et des collectivités locales.

Art. 11. — Lorsqu'ils relèvent du domaine privé de l'Etat ou des collectivités locales et des organismes publics aménageurs ou lotisseurs, le financement des voiries et des réseaux publics primaires et secondaires, est à la charge de l'Etat et des collectivités locales.

Art. 12. — Lorsque les voiries et les réseaux publics primaires et secondaires desservent des propriétés foncières de droit privé, les détenteurs de droits réels immobiliers sur ces propriétés doivent participer au financement de ces infrastructures au *pro rata* des surfaces et des droits à construire qui leur sont consentis.

Les modalités de mise en œuvre du présent article sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés des collectivités locales, des finances, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Art. 13. — Relèvent de la compétence et du financement du lotisseur, de l'aménageur ou du maître de l'ouvrage, les voiries et les réseaux publics de viabilité tertiaires.

Art. 14. — Les voiries et les réseaux publics de viabilité primaires et secondaires font l'objet d'une programmation annuelle et/ou pluriannuelle.

Lorsqu'ils n'obéissent pas à un dispositif spécifique, les voiries et les réseaux publics de viabilité primaires et secondaires sont inscrits à la nomenclature des investissements de l'Etat et ce, selon leur vocation, sur proposition des secteurs respectifs concernés et/ou des collectivités locales.

Art. 15. — La mise en œuvre des études et le suivi des travaux de réalisation des voiries et des réseaux publics de viabilité sont définis par arrêté conjoint des ministres chargés des collectivités locales, de l'urbanisme, des travaux publics, de l'énergie, des ressources en eau, de la poste et des technologies de l'information et de la communication et de l'aménagement du territoire.

Art. 16. — A leur réception définitive, les voiries et les réseaux publics de viabilité primaires, secondaires et tertiaires font l'objet de transfert par l'organisme réalisateur à la commune ou aux services et organismes gestionnaires concernés, qui en assurent l'entretien.

Le transfert est effectué par procès-verbal accompagné du dossier technique, des plans graphiques et des plans de récolement éventuels.

Art. 17. — Les voiries et les réseaux publics de viabilité ainsi que leur emprise sont classés dans le domaine public ou dans celui des organismes concernés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les voiries et les réseaux publics de viabilité tertiaires situés au sein d'une enceinte clôturée demeurent la propriété de l'exploitant ou du propriétaire.

Art. 18. — Les services techniques concernés de l'Etat, de la commune et des organismes publics compétents sont tenus de procéder, chacun en ce qui le concerne, à la préservation et à l'archivage des documents administratifs et graphiques des voiries et des réseaux publics de viabilité primaires, secondaires et tertiaires.

Art. 19. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Chaoual 1430 correspondant au 6 octobre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

**Décret exécutif n° 09-316 du 17 Chaoual 1430
correspondant au 6 octobre 2009 fixant le statut
de l'institut national de la formation et de
l'enseignement professionnels (INFEP).**
— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la formation et de
l'enseignement professionnels,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 81-07 du 27 juin 1981, modifiée et
complétée, relative à l'apprentissage ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée, relative à
la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 08-07 du 16 Safar 1429 correspondant au
23 février 2008 portant loi d'orientation sur la
formation et l'enseignement professionnels, notamment
son article 14 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada
El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant
reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada
El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant
reconduction dans leurs fonctions de membres du
Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-237 du 28 juillet 1990
portant statut-type des instituts de formation
professionnelle ;

Vu le décret exécutif n° 91-54 du 23 février 1991 relatif
aux missions, à l'organisation et au fonctionnement de
l'institut national de la formation professionnelle ;

Vu le décret exécutif n° 98-412 du 18 Chaâbane 1419
correspondant au 7 décembre 1998 fixant les modalités
d'affectation des revenus provenant des travaux et
prestations effectués par les établissements publics en sus
de leurs missions principales ;

Vu le décret exécutif n° 08-293 du 20 Ramadhan 1429
correspondant au 20 septembre 2008 fixant le statut-type
des instituts d'enseignement professionnel ;

Vu le décret exécutif n° 09-93 du 26 Safar 1430
correspondant au 22 février 2009 portant statut particulier
des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la
formation et de l'enseignement professionnels ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

CHAPITRE I

OBJET – MISSIONS

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 14 de la loi n° 08-07 du 16 Safar 1429
correspondant au 23 février 2008, susvisée, le présent
décret a pour objet de fixer le statut de l'institut national
de la formation et de l'enseignement professionnels.

Art. 2. — L'institut national de la formation et de
l'enseignement professionnels est un établissement public
à caractère administratif doté de la personnalité morale et
de l'autonomie financière, ci après désigné « l'institut ».

Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de la
formation et de l'enseignement professionnels.

Art. 3. — L'institut est créé par décret sur proposition
du ministre chargé de la formation et de l'enseignement
professionnels.

Le siège de l'institut est fixé à Alger.

Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire
national par décret pris sur proposition du ministre chargé
de la formation et de l'enseignement professionnels.

Art. 4. — Dans le cadre de la politique nationale de la
formation et de l'enseignement professionnels, l'institut
est chargé de promouvoir, d'animer, d'encadrer et de
coordonner le réseau d'ingénierie pédagogique et
d'ingénierie de formation relevant du ministère de la
formation et de l'enseignement professionnels.

A ce titre, il est chargé notamment :

En matière d'ingénierie pédagogique :

— de concevoir des méthodologies d'élaboration des
programmes de formation et d'enseignement
professionnels adaptés aux différents modes de
formation ;

— de concevoir, d'homologuer, d'actualiser et
d'expertiser, en liaison avec les professionnels
représentatifs des branches d'activités socio-économiques,
les programmes et plans d'équipement de la formation et
de l'enseignement professionnels ;

— de développer les capacités nationales dans le
domaine de la conception et de l'élaboration des manuels
techniques et pédagogiques ;

— de promouvoir et de développer les méthodes
d'enseignement et d'apprentissage ;

— de recueillir, de traiter et de mettre à la disposition
des établissements de formation et d'enseignement
professionnels, des formateurs et des enseignants, toutes
les informations sur les évolutions techniques,
technologiques et pédagogiques dans le domaine de la
formation et de l'enseignement professionnels ;

— de concevoir et de proposer les normes relatives aux
conditions de fonctionnement et de gestion
technico-pédagogiques des établissements de formation et
d'enseignement professionnels ;

— d'assurer le conseil et l'expertise au profit des
opérateurs publics et privés dans le domaine de la
formation et de l'enseignement professionnels ;

— d'actualiser périodiquement la nomenclature des
spécialités de la formation et de l'enseignement
professionnels ;

— de participer à l'élaboration de la carte nationale de
la formation et de l'enseignement professionnels ;

— de participer à la définition des normes de
construction et de réalisation des infrastructures de base
de la formation et de l'enseignement professionnels.